



Pour diffusion immédiate : 9/3/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

**LA GOUVERNEURE HOCHUL ET LE PROCUREUR GÉNÉRAL JAMES EXIGENT  
QUE LES GRANDES CHAÎNES PHARMACEUTIQUES FOURNISSENT DES  
REPNSES QUANT À L'ACCÈS À L'AVORTEMENT PAR VOIE MÉDICAMENTEUSE**

*Après le refus d'une grande chaîne pharmaceutique de proposer le médicament approuvé par la FDA, la mifépristone, dans certains États, la gouverneure et le procureur général exhortent les sociétés à proposer ce médicament à New York*

*La gouverneure Hochul et la procureure générale James se mobilisent pour faire de New York un havre de paix pour toutes les personnes qui cherchent à obtenir des soins en matière d'avortement, par le biais de la législation et des actions en justice*

***Vous pouvez consulter la lettre [ici](#)***

La gouverneure Kathy Hochul et la procureure générale Letitia James ont envoyé aujourd'hui une lettre aux PDG de Walgreens (propriétaire de Duane Reade), Rite Aid et CVS pour demander à ces sociétés, qui représentent la majorité des pharmacies de l'État de New York, de préciser leurs intentions quant à la commercialisation du médicament utilisé pour les avortements, la mifépristone. Récemment, une chaîne pharmaceutique a annoncé qu'elle ne distribuerait plus la mifépristone, un médicament approuvé par la FDA et utilisé pour les avortements et les fausses couches, dans certains États, après avoir été soumise à des pressions de la part de politiciens opposés à l'avortement.

Suite à la décision de la Cour suprême de révoquer la décision Roe l'année dernière, l'État de New York a adopté des mesures proactives pour protéger l'accès aux soins en clinique, notamment en investissant 35 millions de dollars en faveur des professionnels de l'avortement à travers l'État et en signant un programme législatif complet visant à protéger les professionnels de l'avortement et leurs patientes.

Vous trouverez ci-dessous le texte de la lettre dans son intégralité :

9 mars 2023

Mme Rosalind Brewer

Directrice générale, Walgreens Boots Alliance, Inc.  
108 Wilmot Road  
Deerfield, IL 60015

Mme Elizabeth Burr  
Directrice générale par intérim, Rite Aid  
1200 Intrepid Avenue, 2nd Floor  
Philadelphia, PA 19112

Mme Karen S. Lynch  
Présidente et directrice générale, CVS Health  
One CVS Drive  
Woonsocket, Rhode Island 02895

Mesdames Brewer, Burr et Lynch,

Les événements nationaux récents ont mis en évidence le rôle essentiel joué par les pharmacies dans l'accès aux soins de santé fondamentaux, y compris les soins de santé génésique. C'est pourquoi nous vous adressons cette lettre aujourd'hui pour vous demander de vous engager à proposer des médicaments abortifs dans vos pharmacies de détail et de vente par correspondance dans tout l'État de New York.

Lorsque la Cour suprême des États-Unis a rendu l'an dernier l'arrêt *Dobbs*, des millions de femmes dans ce pays furent privées de leurs droits constitutionnels en matière d'avortement. Tout de suite après, les extrémistes opposés à l'avortement, tant dans les assemblées législatives des États qu'au Congrès des États-Unis, ont pris des mesures pour limiter considérablement l'avortement, voire l'interdire complètement. Les conséquences pourraient être mortelles : une étude réalisée en 2022 par l'université du Colorado a révélé qu'une interdiction nationale de l'avortement pourrait entraîner une augmentation du taux de mortalité maternelle pouvant aller jusqu'à 24 %. L'accès à l'avortement est déjà très limité suite à l'annonce de cette décision, et il n'est plus du tout possible d'y avoir accès dans de vastes régions du pays.

C'est précisément la raison pour laquelle nous avons accordé une priorité à la protection des droits génésiques dans l'État de New York à la suite de l'arrêt *Dobbs*. L'État de New York a créé le premier fonds national de soutien aux prestataires de services d'avortement et a adopté de nouvelles lois visant à protéger les droits des prestataires de soins de santé et des patients. La procureure générale a créé le groupe de travail pro bono pour la santé génésique (Pro Bono Task Force for Reproductive Health) afin de proposer des ressources et des conseils juridiques gratuits aux prestataires de soins et aux personnes souhaitant recourir à l'avortement dans l'État de New York. L'avortement reste légal dans l'État de New York, et nous avons mis en place des protections pour les New-Yorkais et toutes celles qui viennent ici pour se faire avorter. Les droits génésiques étant attaqués ailleurs, nous ne pouvons pas les laisser disparaître ici, à New York.

Pour ces raisons, nous avons salué l'annonce faite par la FDA en décembre 2022, selon laquelle elle lèverait de façon permanente l'obligation inutile d'un point de vue médical de dispenser en personne la mifépristone, un médicament approuvé par la FDA et utilisé pour les soins d'avortement et pour les fausses couches. Nous sommes également encouragés suite aux annonces initiales selon lesquelles les principales chaînes pharmaceutiques nationales, y compris la vôtre, solliciteraient l'autorisation de la FDA pour distribuer ce médicament. Il est indispensable d'accroître la disponibilité de l'avortement médicamenteux, qui représente aujourd'hui plus de la moitié des avortements pratiqués dans le pays, pour réaliser l'objectif d'élargir l'accès à l'avortement afin de répondre à la demande accrue dans le sillage de l'affaire *Dobbs*.

Malheureusement, suite à une campagne de pression nationale menée par des groupes anti-choix, 20 procureurs généraux ont demandé aux pharmacies de ne pas distribuer ce médicament essentiel dans leur État, invoquant une interprétation restrictive de la loi et une présentation erronée des faits. Nous vous exhortons à ne pas vous laisser intimider par ces tactiques et à vous engager à faire en sorte que ce médicament essentiel soit distribué au plus grand nombre, en vous fondant sur une interprétation juste et impartiale de la loi fédérale et de la loi de l'État.

Alors que l'accès à ce médicament est menacé ailleurs pour des raisons politiques, nous vous rappelons que la loi de New York est simple. L'avortement est légal et protégé en tant que droit fondamental par la loi de l'État, et il n'existe aucun obstacle juridique à la distribution de la mifépristone dans les pharmacies new-yorkaises. Les New-Yorkais ont impérativement besoin que leurs prestataires de soins de santé prennent clairement position en faveur de l'accès aux soins de santé génésique. En tant que PDG de sociétés qui administrent plusieurs pharmacies à New York, il vous incombe de prendre des décisions qui pourraient avoir un impact considérable sur l'accès à ce médicament essentiel dans l'ensemble de l'État. Par conséquent, nous vous écrivons pour vous poser les questions suivantes :

- Vous engagez-vous à distribuer la mifépristone aux patientes munies d'une ordonnance médicale dans toutes les pharmacies agréées par la FDA dans l'État de New York ? Si non, quelle est le fondement juridique de votre décision ?
- Vous engagez-vous à distribuer la mifépristone par courrier aux patientes munies d'une ordonnance médicale dans l'État de New York ? Si non, quelle est le fondement juridique de votre décision ?

Les habitants de l'État de New York ont instamment besoin de clarté à ce sujet, alors que les droits en matière de procréation sont entravés et compromis dans l'ensemble du pays.

Veillez communiquer votre réponse par écrit dans les 10 jours ouvrables à l'adresse suivante : [osq@exec.ny.gov](mailto:osq@exec.ny.gov).

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos salutations distinguées,

gouverneure Kathy Hochul

Procureur général Letitia James

###

Nouvelles supplémentaires disponibles sur [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418